

19/03/2026

Enrico Letta,
President de l'Institut Jacques Delors,
Auteur du rapport "Bien plus qu'un
marché"

Pascal Lamy,
Co-fondateur de la Fondation Jacques
Delors Friends of Europe, Coordonnateur
des Instituts Jacques Delors

Plus que jamais, l'Europe doit achever le marché unique



La réunion du Conseil européen des 19 et 20 mars se tient dans un contexte international profondément instable. Avec la guerre en Ukraine après l'invasion russe et l'incertitude générée par la politique étrangère imprévisible du président américain Donald Trump – notamment l'escalade des tensions autour du détroit d'Hormuz – ont porté les préoccupations de sécurité de l'Europe à des niveaux inédits depuis la guerre froide.

Ces défis sont réels et exigent toute l'attention des dirigeants européens. Mais le signal le plus fort que le Conseil européen peut envoyer ne doit pas se limiter à une conception étroite de la sécurité. Les dirigeants européens doivent s'engager résolument à achever le marché unique de l'UE, car sans lui, l'Europe ne pourra pas libérer la croissance économique nécessaire pour financer l'augmentation des dépenses en matière de défense et construire une économie véritablement juste et inclusive.

Dans l'environnement mondial actuel, sécurité et compétitivité sont indissociables. Un continent économiquement fragmenté restera stratégiquement vulnérable. Ce Conseil européen doit donc dépasser la simple gestion de crise : il représente une occasion d'envoyer un message clair dans un monde chaotique – l'Europe a choisi l'unité et entre dans une nouvelle phase d'intégration centrée sur son plus grand atout : le marché unique.

Les concurrents et adversaires de l'Europe comprendront ce message très clairement. Ils savent qu'une Europe unie est une Europe forte. Dans un monde de plus en plus marqué par les rivalités entre grandes puissances, le passage à grande échelle compte plus que jamais. Pourtant, l'économie européenne reste éclatée, structurée comme une collection de marchés nationaux plutôt que comme un bloc continental unique.

“

Ce n'est qu'en achevant le marché unique que l'UE pourra garantir que personne en Europe ne soit laissé de côté.

”

Cette fragmentation affecte directement notre prospérité et notre sécurité. Elle affaiblit notre compétitivité, fragilise nos entreprises, limite les investissements, ralentit l'innovation et nous expose dans des secteurs stratégiques comme l'intelligence artificielle et l'énergie. Elle réduit également notre capacité à répondre aux pressions géopolitiques qui façonnent aujourd'hui le paysage international.

C'est pourquoi le Conseil européen doit profiter de cette réunion pour avancer sur le concept de «Une Europe, Un Marché», tel que proposé lors du sommet informel des dirigeants de l'UE sur la compétitivité en février. Ce sommet avait mis en avant un plan ambitieux mais concret pour renforcer l'économie européenne et amorcer une nouvelle phase d'intégration. Les participants avaient fixé des échéances claires pour obtenir des résultats tangibles cette année et en 2027, et avaient appelé à un achèvement complet d'ici 2028.

Cet effort se concentrerait sur trois domaines fondamentaux d'intégration sectorielle. La première priorité est de créer un véritable marché financier européen intégré, capable de canaliser les vastes économies privées de l'Europe vers des investissements dans l'innovation, l'industrie et la croissance. La deuxième priorité est de construire une union énergétique pour réduire les prix, renforcer la résilience et soutenir la décarbonation, sans compromettre la compétitivité. Enfin, une union de connectivité numérique offrirait à l'Europe les infrastructures sécurisées et innovantes en télécommunications, réseaux numériques et autres technologies critiques nécessaires pour préserver sa souveraineté au XXI^e siècle.

Parallèlement à ces priorités sectorielles, l'Europe doit mettre en œuvre diverses réformes horizontales. Par exemple, le « 28e régime », le cadre juridique proposé par la Commission européenne pour harmoniser le droit des sociétés à l'échelle de l'UE, faciliterait considérablement le développement transfrontalier des entreprises. De même, la « cinquième liberté » du marché unique – la liberté de circulation des chercheurs, innovateurs et connaissances – contribuerait à libérer le potentiel innovant exceptionnel mais encore sous-utilisé en Europe.

Dans un contexte où l'ordre commercial international est désorganisé et où des guerres choisies mettent en danger l'approvisionnement énergétique mondial, il est évident que la cohésion sociale et territoriale doit rester au cœur du projet européen. Ce n'est qu'en achevant le marché unique que l'UE pourra garantir que personne en Europe ne soit laissé de côté. Il ne peut y avoir de marché unique durable et sécurisé sans une plus grande cohésion européenne, tout comme il ne peut y avoir de sécurité européenne durable sans un marché unique pleinement intégré.

“

Achever le marché unique est... le moyen le plus efficace de renforcer la compétitivité de l'Europe, et donc sa sécurité et sa souveraineté.

”

Dans des périodes comme celle-ci, la méthode importe autant que le contenu. L'Europe ne pourra pas mener un programme aussi ambitieux sans un processus décisionnel conçu pour produire une convergence au plus haut niveau politique. Cela nécessite trois éléments : un engagement politique fort, concrétisé par un accord interinstitutionnel entre la Commission européenne, le Conseil et le Parlement européen; une feuille de route claire avec échéances et jalons; et une approche globale permettant des compromis entre différents sujets.

L'Europe dispose de ressources, de talents et d'idées suffisantes. Ce dont elle a besoin, c'est de la détermination politique pour agir à l'échelle nécessaire. Achever le marché unique n'est pas un exercice technocratique. C'est le moyen le plus efficace de renforcer la compétitivité de l'Europe, et par conséquent sa sécurité et sa souveraineté. Si nous voulons un continent plus résilient, capable de défendre ses intérêts et de façonner son avenir, il faut reconnaître qu'une Europe unie nécessite un marché unique.

Cet article a été initialement publié par Project Syndicate le 17 mars 2026. L'Institut Jacques Delors le republie dans le cadre de l'initiative de la Jacques Delors Friends of Europe Foundation sur le Marché Unique.

A project of:



Co-founders of:



Institut Jacques Delors

Penser l'Europe • Thinking Europe • Europa Denken
17 rue d'Antin 75002 Paris, France
www.delorsinstitute.eu • info@delorsinstitute.eu

Institut Jacques Delors • *Blogpost* • 4

Économie et Finance